

# Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

07 septembre 2020

Rédacteurs

Gestion  
Recherche Economique

## Inexorable

Les gestionnaires d'actifs sont cotés en bourse pour une part d'entre eux. Et leur trajectoire boursière traduit bien les bouleversements profonds auxquels ils sont confrontés. Certes, les changements structurels peuvent représenter des opportunités pour certains. On retiendra surtout les risques qu'ils font peser pour le plus grand nombre.

Les encours gérés— matières premières de « l'industrie » - ont une croissance qui obéit à 2 facteurs, la collecte de l'épargne, d'une part, et les variations des marchés financiers, d'autre part, qui déterminent eux-mêmes la valorisation du stock géré. Or, l'épargne, sur fond de crainte de dépression économique, devrait se porter sur des produits administrés ou sans risque, peu rémunérateurs, tant les réflexes de précaution l'emporteront sur telle ou telle stratégie de préparation à la retraite. Quant au niveau général des marchés, quelque soit le scénario de sortie de la crise mondiale, il ne devrait pas offrir aux sociétés de gestion une dynamique de croissance de long terme supérieure à celle des dernières décennies.

Les marges de ces encours ne devraient pas non plus connaître de modifications favorables. La tendance du mix-produit se confirme : la gestion passive, faiblement rémunérée, enregistre l'essentiel des flux entrants, tandis que la gestion active décollecte régulièrement. Ce croisement de tendance continuera d'exercer une pression dommageable sur le métier au moment même où les exigences réglementaires, à coûts fixes, s'accroissent sur les fonctions de contrôle et de reporting.

Et cette tendance au remplacement de la gestion discrétionnaire avec sélection de titres pour une allocation indicielle, aveugle à sa composition, se répand aujourd'hui à l'univers des marchés de taux d'intérêt ; en outre elle s'accroît à l'international avec la montée en puissance des produits indiciels actions « monde » dont les règles de composition ne répondent qu'aux poids respectifs des capitalisations des infrastructures de marché de tel ou tel pays.

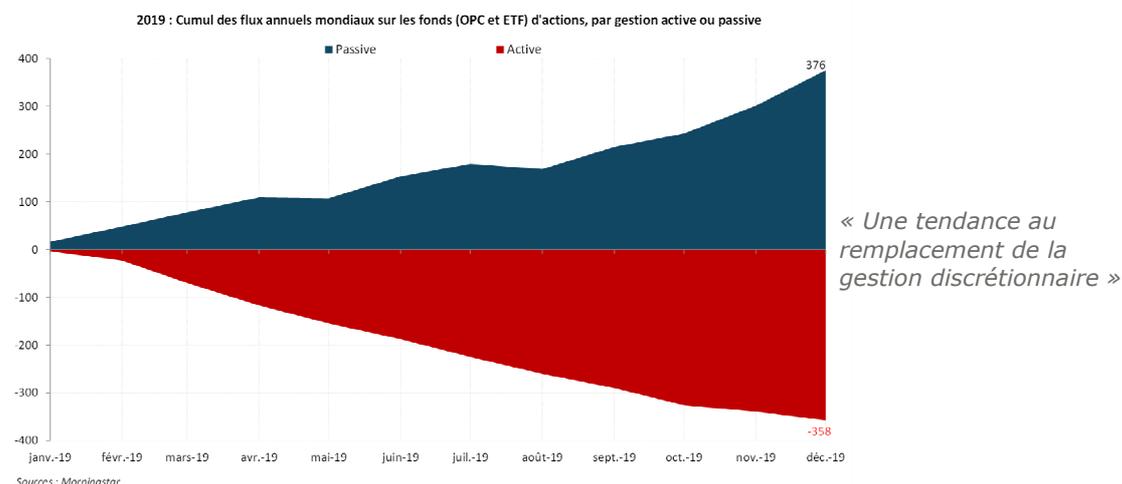
Autant d'éléments de nature à concentrer les flux de capitaux sur un nombre réduit d'émetteurs et à cristalliser les expositions des épargnants sur les entreprises dont les capitalisations boursières sont les plus élevées...

### Sommaire

**Suivi des marchés** p2  
Marchés obligataires  
Marchés actions

**Suivi macroéconomique** p3  
Etats-Unis  
Europe  
Asie

### Focus de la semaine



# Suivi des Marchés

## Obligataires

Après un début de semaine relativement stable sur les taux, la fin de semaine a été marquée par un mouvement de pentification des rendements américains suite à l'annonce de la FED que le contrôle de la courbe n'était pas prévu dans les outils et aux chiffres de l'emploi de vendredi. Ce mouvement a été contenu en zone euro pour les pays cœurs mais l'Italie, en revanche, a de nouveau franchi les 1% sur sa référence 10 ans. Les rendements à 10 ans américains et français clôturent respectivement à 0.72% et -0.17%. Par ailleurs, on note une reprise d'activité sur le marché du crédit avec près de 9Mds€ d'émissions, on relèvera particulièrement Adidas en milieu de semaine sur deux maturités 4 ans et 15 ans et une émission verte avec ERG (entreprise italienne d'énergies renouvelables) sur du 7 ans.

## Actions

Les marchés actions européens se replient de -1,7% sur la semaine ce qui porte à -12,5% leur baisse depuis le début de l'année (Indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne). En termes de performances sectorielles, la semaine se caractérise par des prises de bénéfices sur le secteur de la Technologie (-4,3%) dans le sillage de la correction sur les valeurs technologiques américaines. Le secteur de la technologie reste néanmoins la meilleure performance sectorielle depuis le début de l'année (+3,6%). En ce qui concerne les valeurs, la semaine est marquée par l'offre de Véolia sur la participation de Engie détenue dans Suez Environnement. Cette dernière signe la meilleure performance de l'indice MSCI EMU (+23,6%). Par ailleurs, le spécialiste du diagnostic BioMérieux figure de nouveau parmi les plus fortes baisses hebdomadaires (-9,4%), pénalisé notamment par une offre de test Covid du concurrent américain Abbott. D'un point de vue géographique, les indices pays de la France et de l'Allemagne surperforment sur la semaine (respectivement -0,8% et -1,3%). Néanmoins, l'écart de performance entre les deux pays est de plus de 10% depuis le début de l'année au profit du DAX. L'indice Suédois surperforme également sur la semaine écoulée (-0,8% en devises locales). Les pays du Nord de l'Europe affichent toujours les meilleures performances depuis le début de l'année (+13,8% pour le Danemark et +0,4% pour la Finlande et la Suède).

Aux Etats unis le S&P 500 évolue en assez forte baisse, perdant près de 2,3% et mettant ainsi fin au rallye exceptionnel observé durant l'été et notamment en août. Les secteurs qui avaient tiré la performance de l'indice subissent logiquement les plus fortes baisses sur la semaine notamment la technologie, la consommation « en ligne » et les services de communication avec des géants du numérique particulièrement affectés par la correction de fin de semaine. L'énergie baisse également fortement alors que les cours du pétrole montrent quelques faiblesses et que la production américaine est perturbée par des ouragans. On observe un net phénomène de rotation sectorielle entre les valeurs de croissance d'une part et les cycliques ou valeurs décotées d'autre part, comme les matériaux ou les financières. Les secteurs défensifs qui avaient sous performé ces dernières semaines résistent bien à l'image des services aux collectivités et des valeurs de consommation de base.

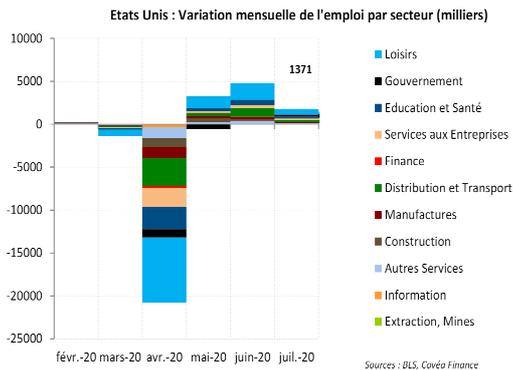
A l'image des marchés américains, la plupart des marchés asiatiques suivent à la baisse. Sur la semaine, la surperformance du marché coréen est soutenue par la publication de données macroéconomiques meilleures qu'attendues. Quant au Japon, malgré la démission du Premier ministre Shinzo Abe pour raison de santé et le peu d'intervention de la BoJ sur le marché des ETFs, le marché figure parmi les meilleurs performeurs sur la semaine via une rotation des valeurs technologiques au profit des valeurs décotées. A contrario, tous les autres marchés en Asie baissent sur la semaine. Depuis le début de l'année, la divergence de performances entre l'Asie du Nord et l'Asie du Sud se confirme au profit de l'Asie du Nord.

# Suivi Macroéconomique

## États-Unis

« Seulement la moitié des destructions de postes enregistrées en mars et avril a été récupérée »

Aux États-Unis, **l'amélioration du marché du travail se fait de plus en plus lente. Les créations d'emploi ont atteint 1,37 millions de postes en août, après 1,7 millions en juillet.** A ce stade, seulement la moitié des destructions de postes enregistrées en mars et avril a été récupérée. Le chiffre de créations sur le mois d'août est de plus amplifié par les embauches temporaires liées au recensement décennal menée par le Census Bureau (+238 000 postes). En termes sectoriels, les gains touchent une large gamme de secteurs d'activité. Les progrès les plus forts sont enregistrés dans les segments



durement affectés par l'épidémie : 249 000 postes dans le commerce de détail, 174 000 dans le tourisme et loisirs (après 621 000 en juillet). Le taux de chômage s'inscrit en net repli à 8,4% de la population active, contre 10,2% en juillet. Cette amélioration n'est pas liée à une dégradation du taux de participation, qui remonte légèrement sur le mois (61,7%). Le léger progrès de la participation pourrait être le signe que l'expiration des prestations de chômage exceptionnelles au 31 juillet a poussé certains demandeurs à reprendre la recherche d'un emploi. Par ailleurs, les nouvelles demandes d'allocation chômage hebdomadaires ont reflué à 881 000 la semaine du 29 août, contre 1 011 000 la semaine précédente. Cette décre doit néanmoins être considérée avec prudence car elle pourrait être attribuable à un changement de méthodologie pour l'ajustement saisonnier. Les demandes totales restent sur des niveaux très élevés à 13,2 millions.

En termes d'activité, **les indicateurs ISM décrivent une poursuite du mouvement de rattrapage au mois d'août.** L'ISM services se dégrade légèrement, passant de 58,1 à 56,9, tandis que l'ISM manufacturier progresse à 56 après 54,2 en juillet (le seuil de 50 sépare contraction et croissance de l'activité). Dans les deux cas, les sous-composantes nouvelles commandes et production s'établissent à des niveaux décrivant une croissance positive. Il est néanmoins notable que ce regain d'activité suite à la crise sanitaire ne semble pas pour le moment se répercuter dans l'emploi : bien qu'en amélioration, cette composante reste à un niveau renvoyant à une contraction marquée (46,4 dans le manufacturier et 47,9 dans les services).

Dans l'industrie, la dynamique des commandes de biens durables en juillet a été confirmée en deuxième estimation, avec une hausse de 11,4% en glissement mensuel, tirée par le secteur de l'automobile qui poursuit son mouvement de rattrapage après avoir été quasiment à l'arrêt au printemps. Concernant les biens non durables (environ 50% du total), les commandes progressent de 1,8% sur le mois. Au total, les commandes à l'industrie enregistrent une hausse mensuelle de 6,4%, ce qui fait passer la contraction en rythme annuel à -6,2%, contre -10,4% en juin.

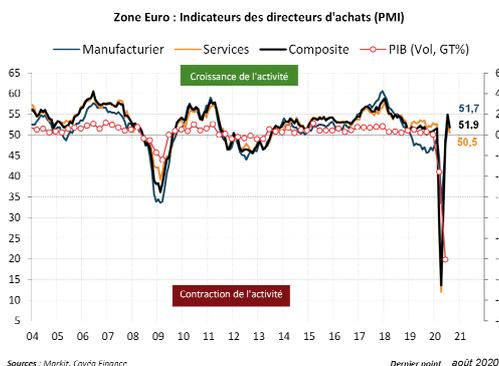
Concernant la politique monétaire, le Vice-Président de la Fed Richard Clarida est revenu sur les résultats de la revue de stratégie, des outils et de la communication de la Fed. M. Clarida a repris largement les éléments exposés par Jerome Powell à Jackson Hole concernant l'évolution de la stratégie vers un ciblage d'inflation moyenne (Voir Suivi hebdo du 31 août). **Concernant les outils de politique monétaire, que M. Powell n'avait pas évoqués le 27 août, les propos du Vice-Président de la Fed confirment que la revue réalisée n'apporte pas de changements significatifs.** Le FOMC estime que les achats d'actifs et la *forward guidance* (indications prospectives sur le taux directeur) restent les outils privilégiés pour assouplir la politique monétaire lorsque le taux directeur est proche de sa valeur plancher. Quant aux autres outils potentiels, **le recours à des taux négatifs n'est pas jugé comme une option souhaitable par la Fed et le ciblage de la courbe de taux (*yield curve targeting*) ne semble pas justifié aux yeux du FOMC dans le contexte actuel.** La vue générale du comité est que « les apports potentiels d'une telle approche pourraient être modestes » en complément des achats d'actifs et d'une *forward guidance* crédible. Néanmoins, le FOMC ne ferme pas complètement la porte à cette option, puisqu'elle pourrait être réévaluée à l'avenir. Sur le volet communication, M. Clarida a souligné les efforts déployés par la Fed pour communiquer sur le processus de la revue et pour apporter clarté et transparence au cadre de la politique de la Fed. Pour finir, il a évoqué de possibles ajustements concernant la publication des Prévisions économiques (SEP) du FOMC, qui pourraient intervenir d'ici la fin d'année.

Sur le plan international, **les États-Unis ont mené une nouvelle offensive vis-à-vis de la cour pénale internationale (CPI), en imposant des sanctions économiques inédites contre sa procureure Fatou Bensouda,** illustration supplémentaire de la remise en cause des instances multilatérales par l'administration américaine. Les États-Unis reprochent à la CPI de cibler des citoyens américains et de vouloir soumettre les Américains à sa juridiction. Ces mesures visent à sanctionner la décision de la CPI d'autoriser l'ouverture d'une enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Afghanistan.

# Suivi Macroéconomique

## Europe

« Les effets de la pandémie sur l'emploi ne se sont pas encore pleinement manifestés »



**Cette semaine a été marquée par la publication des estimations finales des indicateurs de climat des affaires PMI.** Dans le secteur manufacturier, l'indice PMI de la zone euro s'est établi à 51,7 en août contre 51,8 en juillet. Le rebond du secteur manufacturier amorcé en juillet s'est prolongé au mois d'août. Les composantes production et nouvelles commandes sont encore en expansion, bien qu'ayant légèrement ralenti par rapport au mois précédent. En revanche, l'emploi manufacturier a poursuivi sa contraction pour le seizième mois consécutif. Par pays, les performances sont assez contrastées. L'indice PMI Manufacturier atteint 53,1 en Italie (51,9 le mois dernier) et 52,2 en Allemagne (contre 51 en juillet). Il s'inscrit à la baisse en Espagne (49,9 contre 53,5 en juillet) et en France (49,8 contre 52,4), sur des niveaux indiquant une stagnation de l'activité. **Dans le secteur des services (hors distribution), l'indice PMI s'inscrit en recul de 3,1 points à 51,9 en août.**

Par pays, on note une décélération de la hausse de l'activité en France (51,5, -5,8 points) et en Allemagne (52,5, -3,1 points), tandis que l'indice passe à nouveau sous la barre des 50 en Italie (47,1, -4,5 points) et en Espagne (47,7, -4,2 points) sur des niveaux indiquant une contraction de l'activité. Dans ce contexte, les entreprises interrogées signalent une réduction des effectifs à travers tous les pays, exception faite de l'Allemagne. Le ralentissement des indices PMI au mois d'août contraste avec la dynamique des indices nationaux (IFO, INSEE) et de l'indicateur de sentiment économique de la commission européenne qui se sont demeurés en progression en août. Ces indicateurs n'ont toutefois pas connu une progression aussi forte que les indices PMI au mois de juillet.

**Les ventes au détail reculent de 1,3% en juillet par rapport au mois précédent (+0,4% par rapport à juillet 2019). Ce recul fait suite à deux mois de fortes progressions, consécutives à la fin des périodes de confinement.** Par pays, les ventes au détail reculent en Allemagne (-0,9% par rapport au mois précédent) mais progressent encore en Espagne (+1,2%) et en France (+1,5%). Les données pour l'Italie ne sont pas encore disponibles. En Allemagne, la baisse de la TVA, qui a pris effet au 1er Juillet ne s'est pas traduite par une augmentation de la consommation. A moyen-terme, la dynamique de la consommation risque d'être plus modérée. L'effet de rattrapage consécutif au confinement a déjà eu lieu et, dans un contexte de montée du chômage, une partie de l'épargne forcée pourrait se convertir en épargne de précaution. Les indices de confiance des consommateurs de la Commission européenne sont d'ailleurs restés relativement bas au mois d'août.

**Du côté du marché du travail, le taux de chômage progresse à 7,9% (+0,2 pp sur un mois) en juillet mais reste à des niveaux qui ne sont pas représentatifs de l'impact de la crise épidémique sur le marché du travail européen.** En effet, le taux de chômage se maintient à des niveaux bas en raison des programmes de chômage partiel mis en place par les gouvernements (qui ont été récemment étendus de plusieurs mois) ainsi que de la progression de l'inactivité (qui fait sortir certains chômeurs des chiffres de l'emploi). Au niveau des principaux pays de la Zone euro, le taux de chômage a atteint 4,4% en Allemagne (+0,1 pp), 6,9% en France (+0,3 pp), 9,7% en Italie (+0,4 pp) et 15,8% en Espagne (inchangé).

**Pour la première fois en quatre ans, l'inflation annuelle est négative en Zone euro à -0,2% en août (après 0,4% en juillet) selon les estimations préliminaires d'Eurostat.** Parmi les raisons pouvant expliquer ce recul des prix on retrouve la réduction de la TVA en Allemagne et le report des soldes d'été en France et en Italie. Si l'énergie domine largement les pressions déflationnistes sur l'inflation annuelle, la baisse mensuelle est plus généralisée à l'ensemble des sous-composantes de l'inflation et notamment aux services dont le niveau des prix stagne en août. Au niveau des principaux pays de la Zone euro, l'inflation a atteint -0,1% en Allemagne (-0,1 pp sur un mois), +0,2% en France (-0,7 pp), -0,5% en Italie (-1,3 pp) et -0,6% en Espagne (-0,1 pp).

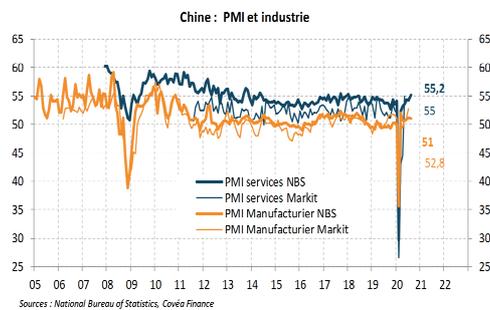
**En France, le gouvernement a dévoilé les contours de son plan de relance. Ce dernier représentera 100 Mds€ (environ 4,1% du PIB) réparti entre 2020 et 2021.** Ce plan est réparti en trois volets : (i) un volet « transition écologique » de 30 Mds€ dont près de 7 Mds€ pour la rénovation énergétique des bâtiments, 8 Mds€ pour les technologies vertes (notamment l'hydrogène) et 8,8 Mds€ pour les infrastructures et la mobilité, (ii) un volet « Compétitivité » de 34 Mds€ dont 20 Mds€ de baisse d'impôts sur la production en 2021 et 2022, 11 Mds€ d'investissements stratégiques dans divers secteurs et 400 millions d'euros consacrés à la relocalisation et (iii) un volet « Cohésion » de 36 Mds€ dont 7,6 Mds€ pour la mise en place de l'activité partielle de longue durée, 6 Mds€ pour le secteur de la santé, 6,7 Mds€ pour l'emploi des jeunes et 5,2 Mds€ pour les collectivités territoriales. Ces 100 Mds€ intégreraient 40 Mds€ en provenance du fonds de relance de l'UE. Avec ce plan, le gouvernement espère créer environ 160 000 emplois en 2021 (une baisse de 800 000 emplois est attendue en 2020). Bien que certaines mesures visent à soutenir l'activité à court terme, une large partie du plan est consacrée à l'investissement à moyen-long terme avec, pour objectif affiché, d'augmenter le potentiel de croissance du pays.

**Enfin, concernant les négociations du Brexit, Michel Barnier, négociateur en chef du Brexit pour l'UE, s'est déclaré « inquiet et déçu » de l'attitude des Britanniques vis-à-vis des négociations du Brexit.** Aucune avancée n'a été enregistrée à l'occasion de la réunion s'étant tenue mardi alors que les négociations bloquent toujours autour des mêmes points (pêche et cadre concurrentiel « équitable » notamment).

# Suivi Macroéconomique

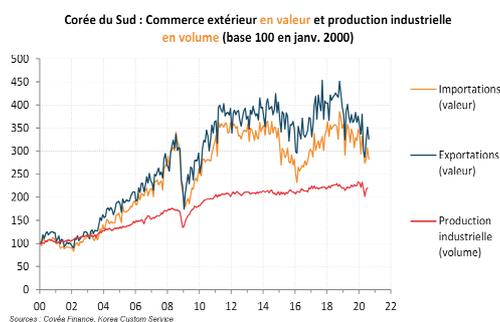
## Asie et reste du monde

« La tension entre la Chine et l'Inde reste forte au regard de la situation au Ladakh... »



**En Asie**, les tensions restent vives entre l'Inde et la Chine au Ladakh, de chaque côté d'une ligne de frontière qui reste à définir, les deux pays n'étant pas en accord sur son tracé. Après des heurts meurtriers entre soldats indiens et chinois le 15 juin dernier, de nouvelles accusations d'intrusion autour du lac Pangong ont été portées par les deux pays.

**En Chine**, les indices de confiance publiés par l'institut national statistique (PMI) apparaissent plus favorables, en particulier du côté du secteur des services où l'amélioration du climat des affaires semble s'accélérer. Nous restons particulièrement prudents quant à l'interprétation de ce rebond des indicateurs de confiance. **Au Japon**, ces mêmes indices PMI restent a contrario dégradés, et n'illustrent toujours pas de redressement de l'activité dans le pays.



**En Corée du Sud**, la publication des données du commerce extérieur confirme, au-delà de la volatilité mensuelle des chiffres, la poursuite de la tendance baissière imprimée sur les flux commerciaux coréens depuis le début de l'année 2018.

# Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-16,3	-15,8	-11,0	-8,2			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	-16,7	-9,9	-5,1	-3,8			
	Créations / Destructures nettes d'emplois (non farm payrolls, milliers)	-20787	2725	4781	1734	1371		
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-21,8	-28,2	-17,5	-9,5			
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	8,0	6,6	4,9	4,7	4,7		
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,3	0,1	0,7	1,0			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4673,4	4729,0	4727,1	4745,4		
		Taux de chômage (% de la population active)	7,4	7,5	7,7	7,9		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,3	0,1	0,3	0,4	-0,2	
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	70,2	81,7	93,6	99,2	100,1	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	-5,8	7,8	3,8	3,3		
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-37,0	-29,3	-10,2	-7,1		
	France	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-31,0	-25,5	-14,6			
		Banque de France - Climat des affaires (indice)	50,5	83,4	89,1	99,4		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	-16,7	-19,9	-11,4	-14,0	-13,4	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-32,7	-9,0	0,5	0,6		
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-35,1	-23,4	-11,7			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-44,0	-37,1	-22,5			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-43,4	-20,6	-13,7			
	Espagne	PMI Manufacturier (Indice)	31,1	45,4	47,5	51,9	53,1	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-44,0	-25,5	-14,9			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-34,1	-24,7	-14,0			
	Royaume-Uni	PMI Manufacturier (Indice)	30,8	38,3	49,0	53,5	49,9	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-39,8	-31,1	-14,0			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-24,0	-20,1	-12,5			
	Asie	Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	-22,7	-12,9	-1,6	1,4		
Inflation (prix à la consommation, GA%)		0,8	0,5	0,6	1,0			
Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)		-12,0	-13,9	-2,0				
Exportations (valeur, CVS, GA%)		-22,7	-25,1	-26,3	-21,0			
Chine	Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-0,7	-2,3	-1,9				
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,1	0,0	0,1	0,3			
	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	3,9	4,4	4,8	4,8			
Autres émergents	Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-18,7	-11,8	-7,7	-5,0			
	Importations (valeur, NCVS, GA%)	-14,2	-16,6	2,7	-1,4	-2,1		
Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-26,1	-19,9	-11,5	-3,2			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,4	1,9	2,1	2,3			
Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-6,6	-9,6	-9,4	-8,0			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,1	3,0	3,2	3,4	3,6		

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

# Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	04/09/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
<b>Marchés obligataires</b>	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,00	-2,50	-0,25
		Russie	6,25	4,50	4,25	-2,00	-0,25
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,72	-1,20	0,03
		France OAT	0,12	-0,12	-0,17	-0,29	-0,05
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,47	-0,29	0,00
		Italie	1,41	1,31	1,02	-0,40	-0,29
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,26	-0,56	0,11
		Japon	-0,01	0,02	0,04	0,05	0,03
		Corée du Sud	1,63	1,34	1,54	-0,09	0,20
		Russie	3,71	4,90	3,55	-0,16	-1,36
	Russie	6,28	5,72	6,21	-0,08	0,48	
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	239,6	0,80	1,96
<b>Marchés des changes</b>	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,18	5,6	5,5
		Sterling	0,85	0,90	0,89	5,4	-1,3
		Yen	121,8	120,3	125,8	3,3	4,6
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1190	1,9	-1,2
		Real brésilien	4,0	5,4	5,3	31,5	-1,1
		Rouble	62,1	69,0	75,4	21,5	9,2
		Roupie indienne	71,4	75,7	73,1	2,5	-3,3
		Yuan	7,0	7,1	6,8	-1,7	-3,3
<b>Marchés actions</b>	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3427	6,1	11,1
		Japon - Nikkei 300	352	323	335	-4,9	3,7
		France - CAC 40	5978	4919	4965	-16,9	0,9
		Allemagne - DAX	5971	5302	5564	-6,8	4,9
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	115	-12,5	1,5
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	5799	-23,1	-5,7
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2368	8,9	12,1
		Brésil - Bovespa	118573	95983	101242	-14,6	5,5
		Russie - MICEX	3076	2761	2922	-5,0	5,8
		Inde - SENSEX	41254	34842	38357	-7,0	10,1
		Chine - Shanghai	3050	2980	3355	10,0	12,6
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	24695	-12,4	-0,3
		MSCI - BRIC	1129	1039	1153	2,2	11,0
	Euro	S&P (€)				0,5	5,3
		Nikkei 300 (€)				-7,9	-0,9
		FTSE 100 (€)				-27,0	-4,4
	<b>Matières premières</b>	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	347	-10,4
Indice CRB**			402	362	395	-1,6	9,1
Energétiques		Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	43	-35,4	3,9
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1762	1926	26,5	9,3
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5893	6710	8,7	13,9

\*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

\*\*CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.